

Je remercie la présidence dubaïote de l'organisation de la COP28 sur le climat à laquelle participent de nombreux représentants de nos îles du Sud-Ouest de l'océan Indien qui est la troisième région du monde la plus exposée aux risques de catastrophes.

Les jeunes expriment à raison leurs préoccupations, leurs angoisses et leurs colères. L'éco-anxiété n'est pas une lubie, c'est le signe d'une désespérance et d'une défiance vis-à-vis des discours bien intentionnés parce qu'ils ne font pas le poids face aux intérêts économiques et particuliers, ni face aux lobbies, ni face à la facilité de faire comme avant.

Je constate aussi une tendance au manichéisme lorsque l'on taxe de décroissance toute idée qui remet en question les modèles économiques productivistes, intensifs et mondialisés. Qu'on se le dise : la croissance qui est nécessaire, c'est celle de l'éducation et de la formation ; de la sobriété énergétique couplée à des modes de consommation et de production responsables, durables, de proximité et circulaires ; de la préservation, la régénération et la gestion durable des écosystèmes essentiels comme les récifs coralliens, les mangroves, les herbiers et les zones humides de nos îles ; ou encore celle de la recherche scientifique pour éclairer la prise de décision et rendre accessibles les innovations technologiques respectueuses des équilibres naturels.

Pour relever concrètement les défis et renouer avec de la justice, nous devons faire nôtre, la plus grande leçon de la Nature qui est que les organismes qui résistent le mieux aux situations de crise, sont ceux qui coopèrent.

Notre Commission de l'océan Indien anime ainsi une coopération régionale résolument axés sur les biens communs que sont nos écosystèmes partagés, le climat et l'épanouissement humain.

S'il nous faut continuer à soutenir les mesures d'adaptation et d'atténuation, nous devons surtout renforcer, amplifier et multiplier les actions portant sur les causes du dérèglement climatique ce qui nous oblige à repenser les modèles de développement et à faire autrement.

Pour nos îles, cela requiert un traitement différencié à travers un accès facilité aux financements climatiques, y compris pour les pays insulaires à revenus élevés selon l'idée de « ne laisser personne derrière », et une montée en puissance des capacités propres d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques et de projets climatiques.

La science, la recherche et la formation professionnelle tournées vers l'océan sont des armes de construction massives, les armes aussi de notre survie. L'océan doit être une priorité mondiale parce qu'il est le bien commun qui régule notre système-Terre.

Nous sommes responsables des catastrophes qui s'annoncent et de l'échec collégial à tenir les engagements pour limiter la hausse moyenne des températures et l'emballement qui s'ensuit comme l'a rappelé le GIEC.

Aurons-nous la sagesse, l'humilité et la force d'entreprendre ce qui est nécessaire ?

Nous nous y engageons ; et vous ?

**Statement by Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secretary General of the Indian Ocean Commission |
07th Dec. 2023 – COP 28, Dubai - UAE | English version**

I thank the Dubai presidency of COP28 for organizing this global meeting on climate in which representatives of the island States of the South-West Indian Ocean are participating. This region, I would like to emphasize, is the third region in the world most exposed to disaster risks.

Young people rightly express their concerns, their anxieties, and their anger. Eco-anxiety is not a fad, it is a sign of despair and distrust of well-intentioned speeches because they are no match for economic and interests, neither for lobbies, nor for the ease of doing things as before.

I also see a tendency towards Manichaeism when any idea that calls into question productivist, intensive and globalized economic models is seen as “degrowth”. It has to be said that : the growth that is necessary, is that of education and training; energy sobriety coupled with responsible ,sustainable and circular consumption and production models; the preservation, regeneration and sustainable management of essential ecosystems such as coral reefs, mangroves, seagrass beds and wetlands on our islands; or that of scientific research to support decision-making and make accessible technological innovations respectful of natural equilibrium.

To concretely meet the challenges and reconnect with justice, we must learn the greatest lesson from Nature, which is that the organisms that best resist crisis situations are those that cooperate.

The Indian Ocean Commission thus leads regional cooperation firmly focused on the common goods of our shared ecosystems, the climate and human development. If we must continue to support adaptation and mitigation measures, we must above all strengthen, amplify, and multiply actions relating to the causes of climate change, which forces us to rethink development models and do things differently.

For our islands, this requires differentiated treatment through easier access to climate financing, including for high income Island States in accordance with the “leave no one behind” principle and an increase in their own capabilities for developing and implementing public policies and climate projects.

Science, research, and vocational training focused on the oceans are tools for mass construction, and our strongholds for survival. Ocean, as the common good that regulates our Earth system, must be a global priority.

We are responsible for the disasters that are coming and for the collective failure to meet our commitments to limit the average rise in temperatures and the ensuing runaway effect, as the IPCC has pointed out. Will we have the wisdom, humility, and strength to undertake what is necessary? We are committed to it; and are you?